Doléances, déclarations et pétitions, trois formes de la parole publique des femmes sous la Révolution

Christine Fauré

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/5823>

DOI : 10.4000/ahrf.5823

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 5-25

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Christine Fauré, « Doléances, déclarations et pétitions, trois formes de la parole publique des femmes sous la Révolution », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 344 | avril-juin 2006, mis en ligne le 01 juin 2009, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/5823> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.5823>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Doléances, déclarations et pétitions, trois formes de la parole publique des femmes sous la Révolution

Christine Fauré

- 1 Les historiens ont généralement délaissé l'étude de la prise de parole publique des femmes. L'histoire des mentalités et des représentations, dominante en France en matière d'histoire des femmes, n'a pas non plus traité le sujet. Cette impasse a été justifiée par une conception de l'écriture historique qui se tient au plus loin des « fracas insurrectionnels » pour faire de l'action des femmes pendant la Révolution, une introduction aux pratiques féministes du XIX^e siècle. Difficile dans cette perspective d'appréhender les discours militants des citoyennes puisqu'on les a isolés des circonstances historiques qui les ont suscités !
- 2 Dans cet article, l'objectif poursuivi est de restituer le contexte politique et langagier des formes principales que cette prise de parole publique des femmes a revêtues, doléances, déclarations et pétitions et auxquelles on a accordé trop peu d'importance.
Les doléances des femmes entre imitation et parodie
- 3 On ne peut pas dire que la Révolution française marque le commencement de la protestation féminine. Aux XVI^e et XVII^e siècles, des textes oubliés et portant essentiellement sur l'éducation des filles forment une littérature de combat¹. En 1626, la poétesse Marie de Gournay avec son *Grief des dames*² inaugure une technique de protestation en donnant à son propos le cadre d'une procédure civile.
- 4 Dans les premiers mois de 1789, l'écriture de petites brochures à des fins politiques, en reprenant des formulaires propres aux juridictions royales, rompt avec un divertissement de lettré en ouvrant aux auteurs un nouvel espace d'intervention.
- 5 Le règlement royal du 24 janvier 1789 pour la réunion des États généraux indique que les femmes appartenant au clergé régulier (article 11), les filles et les veuves de la noblesse fiéffée (article 20) doivent être représentées aux assemblées de leur ordre par un procureur. Sur les femmes du peuple, rien n'est dit. L'article 25 se contente de donner le droit d'assister aux assemblées réunies devant le juge du lieu « à tous les

habitants composant le Tiers État, nés français ou naturalisés, âgés de 25 ans, domiciliés et compris au rôle des impositions pour concourir à la rédaction des cahiers et à la nomination des députés ». Le règlement ne précisait pas le sexe de ces habitants et visiblement s'en remettait aux pratiques coutumières qui variaient selon les régions.

- 6 Les femmes sont-elles venues dans les assemblées de paroisses ? Leur présence reste un point de discussion. En effet la réforme administrative qu'avait mise en place la monarchie avec l'édit royal portant création d'assemblées provinciales et municipales, en juin 1787, et à sa suite le règlement sur la formation et la composition des assemblées qui auraient lieu dans la province de Champagne (23 juin 1787), étendu à tous les pays d'élection, voulait substituer aux anciennes assemblées d'habitants un système représentatif : l'assemblée municipale sera composée de trois, six ou neuf membres selon le nombre de feux (article 2)... Un syndic sera chargé de l'exécution des résolutions (article 4)... Outre le seigneur et le curé, l'assemblée devait être composée de tous ceux qui payeront 10 livres et au dessus d'imposition foncière ou personnelle (article 6)³.
- 7 L'assemblée provinciale de Champagne avec cinq ecclésiastiques, six parmi les seigneurs laïques et douze pour la représentation du tiers état (article 2), sous la présidence de l'archevêque de Reims, annonçait l'unification du pays. Bien que cette réforme n'ait pas été appliquée partout, il semble néanmoins que l'assiduité des femmes dans les « assemblées d'habitants », ne devienne exceptionnelle. La réforme de 1787, par son souci de rationaliser, de clarifier le statut des représentants, a certainement amplifié une désaffection déjà en marche depuis la fin du XVII^e siècle, en affaiblissant la dimension familiale des rassemblements municipaux⁴. D'où une grande disparité de la présence des femmes dans les assemblées paroissiales à la veille des États généraux. À cette logique propre à l'administration de l'Ancien Régime, s'ajoute le préjugé des historiens de la période peu intéressés par ces dernières élections de la monarchie⁵ et qui en outre se montrent réticents à aborder la question de la participation politique des femmes.
- 8 L'historien René Larivière, auteur de deux articles sur la place des femmes dans les assemblées, a fait l'état des lieux⁶ : face à des recommandations succinctes⁷ de la commission Jaurès créée en 1906 pour publier des documents relatifs à la vie économique de la Révolution, les historiens ont réagi selon leurs convictions personnelles. Certains ont mentionné les femmes comparues dans les assemblées. D'autres s'en sont étonné et ont parfois stigmatisé leur présence.
- 9 Henri Loriquet⁸, un des pionniers en la matière, qui n'a pas attendu la création de la commission, a rassemblé dans une rubrique « femmes » toutes les mentions qu'il a pu constater. Il poussa même la minutie jusqu'à reproduire les distinctions faites dans certains procès-verbaux entre ceux qui ne savent « ni écrire, ni signer » dont les femmes, et les habitants qui savent signer.
- 10 Dans le même sens, les historiens F. Lesueur et A. Cauchie, éditeurs des cahiers de Blois et de Romorantin, écrivent : « Dans plusieurs paroisses du bailliage, Chêne Carré, Chicheray, Binas, Cheverny, Courcheverny, Bracieux, Bausy, Montrieux, Villeny, des femmes veuves pour la plupart assistent aux assemblées. On doit remarquer que cette comparution n'était pas contraire à la lettre du règlement du 24 janvier lequel donnait le droit d'assister aux assemblées à tous les habitants du Tiers État⁹ ».
- 11 Gustave Laurent, qui publia trois séries de cahiers de doléances, du bailliage de Châlons-sur-Marne (1906), du bailliage de Sézanne et de Châtillon-sur-Marne (1909), et

enfin du bailliage de Reims (1930), a relevé dans ses travaux les noms des veuves ayant participé aux assemblées. Dans la paroisse d'Euvy, (bailliage de Sézanne et de Châtillon-sur-Marne), on trouve pour 53 feux, 17 veuves. Dans son dernier livre, Gustave Laurent fait le point sur la comparution des femmes : « Les assemblées des communautés d'habitants étant considérées comme des actes ou comme des réunions extrajudiciaires, placées sous l'autorité des bailliages royaux, les femmes chefs de famille, les veuves et les filles majeures faisant valoir leur bien, avaient le droit de comparaître à ces réunions pour défendre leurs intérêts comme les hommes. Ainsi certains procès-verbaux de la région rémoise, comme ceux de Bazancourt, Brimont, Caurel, Chambrecy, Ferrières, Rosnay, Thuisy, font-ils mention de la présence des femmes qu'ils énumèrent même nominativement ». En comptant les feux, Trois Puits ajoute : y compris les femmes veuves et filles tenant leurs ménages. Par contre, dans la région ardennaise, le fait n'est jamais constaté¹⁰.

- 12 À l'opposé, Joseph Fournier, en charge des cahiers de doléances de Marseille, n'aborde pas directement la question de la participation des femmes aux assemblées. Il se contente de signaler trois cahiers « apocryphes » ou « fantaisistes », dont *Les doléances des blanchisseuses et lavandières, pour être annexées aux autres cahiers de doléances des différentes corporations*. Il ne reproduit pas ce texte. Il mentionne également un *Cahier des représentations et doléances du beau sexe* dont il nous donne des extraits avec le commentaire suivant : « Mémoire sans nom d'auteur, purement fantaisiste mais non dépourvu d'esprit »¹¹.
- 13 Alfred Gandhillon¹² écrivit que la comparution des femmes veuves aux assemblées primaires n'était pas « régulière ».
- 14 E. Le Parquier s'étonna de trouver une signature de femme au bas du cahier de Rainfreuille (Seine-Inférieure) : « La présence d'une femme, Anne Pillon, parmi les comparants et les signataires est un fait exceptionnel que rien n'explique. Elle ne figure même pas sur le rôle de la taille comme dirigeant d'une exploitation agricole »¹³.
- 15 À cette liste déjà longue d'historiens peu attentifs à la situation des femmes, le remaniement conçu par l'historien Marc Bouloiseau – il avait signé en 1964, une circulaire préconisant de repenser les formes anciennes d'édition des cahiers de doléances¹⁴ – n'entraîna pas une compréhension plus perspicace du comportement féminin : « Les femmes veuves, chef de famille et taillables, qui en droit pouvaient voter, s'abstinrent presque toujours de paraître aux réunions. Elles considéraient en effet que ces questions relevaient de la compétence des hommes et les laissaient agir à leur guise, déléguant pour les remplacer, leur fils aîné ou leur gendre »¹⁵.
- 16 Les raisons qui, selon l'historien, auraient amené les femmes à désertir les assemblées paroissiales, dénotent une simplification inacceptable. Tout à la promotion de l'idée de révolution, il ne tient pas compte des effets des réformes de l'Ancien Régime sur le comportement des femmes qu'il psychologise. L'indivision n'amenait pas nécessairement les femmes à se faire représenter par leurs fils. Parfois même on trouve leur nom côte à côte avec celui de leur fils, au bas des cahiers de doléances, au pied de l'acte, pour signature. Ainsi à Marseille, dans le cahier de doléances des papetiers, on trouve « veuve Buisson » et « fils Buisson »¹⁶.
- 17 Dans les cahiers des corporations, est réitérée¹⁷ la demande de suppression des droits payables par les veuves de maître au décès de leur mari suite à la déclaration royale du 18 août 1777. Cette demande montre toute l'influence des veuves dans les métiers.

- 18 Philippe Grateau, dans un ouvrage récent¹⁸ évalue les degrés d'originalité de cahiers de doléances par rapport à des modèles. Il démontre à la suite de M. Godard et L. Abensour¹⁹, l'existence de cahiers préfabriqués qui auraient circulé dans toute l'étendue du royaume et au sein desquels les revendications locales auraient pris forme.
- 19 Dans le cas des protestations féminines, il ne s'agit pas d'expression spontanée de femmes « malheureuses » qui trouveraient à partir de leur propre situation des mesures applicables à l'ensemble des femmes. Il s'agit bien de la fabrication d'une opinion publique élaborée à partir de réflexions et de débats préexistants qui exercèrent une influence culturelle non négligeable. Cette continuité entre les Lumières et la période révolutionnaire fut sous-estimée. Pourtant il y a eu transmission : des philosophes et des médecins avaient abordé de façon dispersée et souvent contradictoire des sujets tels la sexualité, l'obstétrique, l'éducation des filles, le divorce... Des femmes de lettres incarnèrent un accomplissement culturel sans précédent. Des mythes anciens qui cristallisaient la peur des femmes furent retournés et l'amazone prit parfois la place du bon sauvage pour révéler la tyrannie domestique²⁰. Elle subsista pendant la Révolution comme une figure positive de la participation féminine à la vie et à la défense de la cité²¹. Une lettrée comme Madame de Coicy (morte en 1841) représente cette volonté d'utiliser à de nouvelles fins politiques un savoir déjà là. Elle avait publié en 1785 un ouvrage intitulé *Les femmes comme il convient de les voir ou aperçu de ce que les femmes ont été, de ce qu'elles sont et de ce qu'elles pourraient être* (Paris, Londres, 1785). Fort classiquement, elle y célèbre les femmes ayant exercé le pouvoir politique, reines et régentes et elle dresse la liste des « exempla » féminins. Dans la dernière partie de l'ouvrage, abandonnant l'histoire, elle trouve sur « le pouvoir des femmes en France » des accents qui rompent avec la posture de l'apologiste : « Elles sont exclues du gouvernement, mais on les voit diriger les ministres, se faire obéir des sénateurs et élire les généraux [...]. Elles n'ont point de distinctions mais elles en décorent qui leur plaît ». Sa proposition finale apparaît en retrait sur la virulence du constat : elle consiste en une adaptation contemporaine des hommages que briguaient les héroïnes romaines : « plan d'établissement qui associera en France les femmes à la gloire de leur mari en leur donnant les mêmes décorations des ordres de chevalerie [...] ».
- 20 En 1789, avec « sa demande des femmes aux États généraux, par l'auteur des femmes comme il convient de les voir », elle reprend sa démonstration en abrégé (15 pages) et sa proposition de décoration mais avec dans un en-tête, quelques phrases radicales, à l'unisson de l'espoir levé par la réunion des États généraux : « Les femmes forment la moitié de l'espèce humaine qui habite le territoire de la France. Depuis des siècles, elles ne sont rien dans la Nation française et elles ne peuvent avoir quelque influence dans les affaires que par des moyens secrets de ruse et de séduction qui très souvent, il faut l'avouer, leur réussissent ».
- 21 Comme le tiers état sous la plume de Sieyès, pour Madame de Coicy, les femmes ne sont rien et veulent devenir tout par d'autre moyen que le charme. Mais le modèle aristocratique de la « salonnière » s'impose encore.
- 22 Nous n'avons pas de trace de doléances particulières de femmes nobles, émises dans le cadre de la représentation de leur ordre. Elles se contentèrent d'être présentes aux assemblées ou de délivrer une procuration à un procureur. Guy Chaussinand-Nogaret²², historien de la noblesse au XVIII^e siècle, indique dans son tableau des doléances contenues dans les 134 cahiers restant (une trentaine ayant disparu) : le maintien de la

loi salique dans 22 cahiers, la liberté individuelle dans 81 cahiers, adoucir la juridiction pour les filles mères dans 3 cahiers, établir partout chirurgiens et sages-femmes expérimentées dans 23 cahiers. Aucune demande ne concerne la participation des femmes à la vie publique telle que l'avait formulée le marquis de Villette (1736-1793), ami de Voltaire et futur député de l'Oise à la Convention de 1792 : « Déroger à l'usage gothique qui exclut les femmes de nos assemblées politiques, art. LI »²³.

- 23 Au sein du clergé, les religieuses et membres des congrégations constituent une force collective. Elles ne se contentèrent pas toujours de désigner un député sur des bases aussi peu concrètes que « les besoins de l'État, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité », engagements figurant dans le libellé même des procurations²⁴. Quand les religieuses éprouvaient un désaccord avec la représentation de leur ordre, ou qu'elles avaient quelques revendications particulières à exprimer, elles faisaient entendre leur voix. Mais ces doléances n'ont fait l'objet ni d'une enquête ni d'une publication systématique. Béatrice Hyslop²⁵, auteur du fameux répertoire des cahiers de doléances, recense les cahiers de doléances par unités administratives, bailliages et sénéchaussées, mais elle signale exceptionnellement des doléances particulières telles les doléances des dames religieuses de la ville d'Aups, sénéchaussée de Draguignan. Les *Archives parlementaires* publient les cahiers du clergé, de la noblesse et du tiers état mais n'ont pas retenu les doléances particulières des femmes. Le corpus des textes auquel nous avons accès peut être encore enrichi de nouvelles pièces, au gré des travaux²⁶. Il montre que les religieuses ne sont pas en reste pour protester et réclamer, qu'elles font preuve d'une grande vivacité intellectuelle et littéraire en se défendant contre les empiètements du tiers état. Ainsi écrivent les sœurs de la congrégation de Limbourg, de la ville d'Hondschoote : « Ayant ouï dire que les messieurs du tiers état ont la volonté de les taxer de nouveau sur la bière et le vin, elles font leur très humble remontrance que pareille taxation leur serait fort à charge [...] » ; elles font état d'un recrutement en déclin qui jette un discrédit sur leur rôle d'enseignantes : « et comment fournir des maîtresses quand on les a pas ? Ces messieurs doivent bien savoir que si les susdites pénitentes étaient en nombre suffisant, qu'elles n'auraient jamais fermé leur école, car elles ne sont pas riches et depuis l'état de leurs biens qu'elles ont donné au Parlement de Flandres, elles ont perdu une grande ferme qui était la plus belle épingle de leur voile [...] ».
- 24 Dans la région, cet esprit de résistance est contagieux, on le retrouve chez les sœurs grises d'Hondschoote à propos d'une assistance aux malades qu'on veut leur imposer et qu'elles rejettent : « Ayant ouï que les messieurs du Tiers-État de la même ville d'Hondtschoote veulent charger lesdites sœurs de garder les malades en ville et à la campagne ; il est de mon devoir dis-je de faire remarquer que cette charge très pénible par elle-même n'a jamais été exercée ni par elle ni par leurs ancêtres, comme ces messieurs le prétendent bien [...] ». C'est au nom de la liberté et non pas d'une vocation forcée qu'elles justifient leur vie monastique, « étant nées libres, par la même liberté, elles choisirent un couvent pour y mener une vie monastique : telle fut leur liberté, tel fut leur goût, tel en un mot fut leur choix [...]. Si j'avais voulu être garde malade, j'aurais choisi un hôpital »²⁷. Le ton est sans réplique, à la hauteur des reproches d'inutilité sociale maintes fois formulés à leur encontre, ce qui amène des membres du clergé à souhaiter « que les maisons religieuses rentées de l'un et l'autre sexe, soient obligées de donner gratuitement leur soin à la première éducation »²⁸.

- 25 En 1789, les religieuses ne se cantonnent pas à la défense de leur statut, elles n'hésitent pas à sortir de leurs attributions, à se prononcer sur « l'administration de la justice », sur les impositions - diminution de l'impopulaire gabelle - et à formuler des suggestions sur les travaux publics pour améliorer la vie urbaine²⁹. Même les abbayes royales sont touchées par ce zèle réformiste. Les religieuses bénédictines d'Almenèches demandent la suppression d'un privilège et recommandent, pour favoriser la liberté du commerce, de supprimer les taxes lors des transferts de fonds³⁰.
- 26 Le règlement royal ignore les femmes du tiers état. Il ne leur assigna aucun rôle dans le processus de représentation nationale. Quelques-unes voulurent réparer cet oubli et prirent l'initiative d'exprimer leurs doléances, doléances qui s'inscrivirent dans le cadre traditionnel des cahiers de corporations. Peu nombreux, ces cahiers proviennent de centres urbains, comme Paris, Marseille, Dunkerque... le contenu parfois anodin des réclamations témoigne d'une vie populaire mouvementée³¹. Ils paraissent bien tardivement par rapport au calendrier royal, en juin 1789 et non pas en mars, mais leurs auteurs veulent qu'ils soient « annexés » à ceux de leurs homologues masculins. D'autres publications surenchérent sur l'admission des femmes aux États généraux.
- 27 Ces requêtes ont-elles été écrites par des femmes ? Pour Charles-Louis Chassin³² qui, le premier, les a recensées dans son *Génie de la Révolution*, cette question est sans importance. Écrits par des hommes ou par des femmes, ces libelles confirment l'existence d'un « mouvement féminin » qui traverse toute la Révolution, « presque inconnu de la plupart des historiens » écrit-il. Par contre, l'historienne Paule Marie Duhet, plus d'un siècle après, accorde à l'authenticité féminine de ces textes une valeur historique incontournable³³. En raison d'une spécificité de l'écriture féminine, la légitimité de ces protestations serait étroitement associée à la caractérisation du sexe de leurs auteurs. De cette production d'une vingtaine de pétitions, deux textes seraient au-dessus de tout soupçon. Les autres sembleraient entachés d'allusions érotiques incompatibles avec un désir politique de femmes. Cette lecture, outre son puritanisme avoué, méconnaît les enjeux d'une littérature pamphlétaire qui s'inscrit dans une tradition ancienne : « *Ridendo dicere verum quid vetat* » Qu'est-ce qui empêche de dire la vérité en riant ? Ce vers d'Horace (satire I, livre I, vers 24) en épigraphe des *Représentations et doléances du beau sexe au moment de la tenue des États généraux* (1789) nous donne le mode d'emploi. Il ne s'agit pas d'être sérieux mais de se dérider en disant des vérités et d'appliquer « une pédagogie de la gaîté »³⁴. Ce culte de l'enjouement s'oppose à une tradition satirique lourde, souvent misogyne et rabelaisienne. Les sous-entendus érotiques, jugés exagérément « graveleux » et qui tendraient à déconsidérer les femmes et leur désir d'émancipation, font partie d'une stratégie de discours qui, selon Antoine de Baecque, traverse la littérature des quinze dernières années de l'Ancien Régime mais ne s'oppose pas à l'esprit de réforme. Ainsi peut-on trouver dans ces mêmes pétitions des propos que ne désavouerait pas Madame de Coicy, avec des considérations sur le « bonheur commun » très éloignées cependant de toute flétrissure pornographique ou carnavalesque³⁵.
- 28 À la fois imitation et parodie des textes officiels, la limite entre le plaidoyer et la dérision devient parfois imperceptible. En rivalisant d'audace et d'incongruité utopique, les propositions politiques et sociales portées par ces brochures demeurent un jeu risqué, protégé par l'anonymat et par les adresses fantaisistes. Cet arsenal classique de la littérature pamphlétaire en fait des œuvres déguisées pour égarer les soupçons de la censure.

- 29 Les cahiers de doléances et réclamations des femmes par Madame B***B*** (1789, pays de Caux), dont la nature féminine semble au-dessus de tout soupçon mais dont l'auteur, pour autant, n'a jamais été identifié, revendiquent l'admission des femmes aux États généraux au titre de l'identité des intérêts entre représentants et représentés : « Étant démontré avec raison qu'un noble ne peut représenter un roturier ni celui-ci un noble ; de même un homme ne pourrait avec équité représenter une femme »³⁶. L'autoréférentialité que l'auteur revendique entre femme et représentation politique donne au sujet une position forte qui anticipe le mode de raisonnement tenu par Olympe de Gouges en 1791 dans sa *Déclaration des droits de la femme*. Avec moins de brio, une certaine veuve de Vuigneras, de Charras, rédige un *Cahier de doléances et réclamations des femmes du Département de la Charente*, en 1790³⁷. Dans son texte, elle recopie *in extenso* l'appel de Madame B***B*** aux filles cauchoises : « Et vous, citoyennes de provinces régies par des coutumes aussi injustes et aussi ridicules », sans songer le moins du monde à dissimuler son emprunt. Le cahier de la veuve Vuigneras atteste que pour les femmes aussi, des modèles de doléances ont bel et bien existé et qu'ils se sont transmis d'une province à l'autre.

La déclaration des droits de la femme, septembre 1791

- 30 « Je considère la Constitution comme un superbe ballon prêt à s'égarer dans les airs »³⁸. Il était de notoriété publique, maintenant que le travail constitutionnel prenait fin, que rien n'avait été prévu pour les femmes : « On ne dit pas un seul mot des femmes dans la Constitution », constatait déjà en mars 1790 une délégation des femmes bretonnes venues de Lannion³⁹.
- 31 Après la fuite du couple royal repris à Varennes en juin 1791, après l'agitation républicaine rudement châtiée en juillet, au moment où cette promesse de bonheur que portait la Constitution allait définitivement se dissiper, dans ce contexte de grande tension, Olympe de Gouges décide de frapper les esprits par une nouvelle déclaration des droits.
- 32 L'imitation était une technique habituelle de la littérature pamphlétaire politique, mais appliquer aux femmes la généralisation la plus forte de son temps restait une idée audacieuse. En s'érigeant porte-parole d'une partie de la population, en dénonçant les injustices que les femmes subissent, elle réinterprète l'universalisme de son modèle. La recherche de symétrie entre les hommes et les femmes, assortie de l'affirmation de la différence des sexes lui a permis de tenir un raisonnement paradoxal, incompris sur le moment et qui bien plus tard fera école. Avec une introduction et un postambule dans lesquels elle explicite ses intentions, elle s'empare des 17 articles de la Déclaration des droits de l'homme. Au fil des articles, elle révèle les ressorts particuliers de cette dénonciation de la condition des femmes : dans l'article XI « sur la communication des pensées et des opinions », elle fait parler la citoyenne de la reconnaissance en paternité, un sujet qui la concerne de près puisqu'elle était supposée bâtarde. Dans le « contrat social » de son postambule, elle prévoit dès le lien conjugal contracté, le partage des biens entre époux et enfants « de quelque lit qu'ils sortent », revenant encore sur la condition douloureuse de l'enfant non reconnu et déshérité. Olympe de Gouges ne se contente pas d'imiter un texte dont la légitimité est incontestable, elle ne se borne pas à reprendre un thème déjà apparu en 1789, l'assimilation entre ordre et genre : les femmes ne peuvent être représentées que par des femmes. Son originalité consiste à doter l'acte de langage d'un pouvoir de changement, même si parler en public est pour elle vécu comme un risque mortel. D'où sa fameuse formule : « La

femme a le droit de monter sur l'échafaud, elle doit avoir également celui de monter à la tribune » anticipant son propre destin : Olympe de Gouges est guillotinée le 3 novembre 1793.

- 33 En s'adressant à la reine, les conditions réunies pour que son discours fasse autorité lui semblent suffisantes. Elle prolonge la tradition du placet mais elle esquivé ainsi le face-à-face avec une Assemblée dont elle dénonce l'indifférence.
- 34 La Déclaration des droits de la femme apparaît comme un intermédiaire entre l'imitation des doléances féminines et un droit de pétition réglementé.
Les pétitions ou le droit naturel mis en acte
- 35 Le 23 octobre 1792, le conventionnel Gossuin, membre du Comité des pétitions et des correspondances, définissait le droit de pétition comme sacré : « S'environner de citoyens, entendre leur juste plainte, y répondre avec aménité et sans retard, c'est un bonheur qui était méconnu des rois et de leurs agents, qu'il est ambitionné par chacun de vous ; mais il ne faut pas que ce droit si utile dégénère en abus »⁴⁰.
- 36 Sous la monarchie, le droit de pétition ne faisait pas partie de l'arsenal positif des lois à l'exception de la pétition d'hérédité (action accordée à celui qui est héritier d'un défunt). Il ne se trouve pas dans le *Dictionnaire de droit et de pratique* de M. Claude Joseph de Ferrière (Paris, 1740). « La faculté de pétitionner s'exerçait sous la forme d'humbles suppliques ou de placets adressés soit au roi, soit aux ministres, soit aux autres autorités »⁴¹. Les recours qui dépassaient les intérêts privés ou locaux et touchaient à des questions d'ordre général devaient passer par le parlement ou les États généraux et se confondaient alors avec le droit de remontrance. En 1789, après l'annonce des États généraux, le conseil du roi dénonce des pratiques pétitionnaires qu'il désigne comme « des écrits où l'on manifeste différents vœux et diverses opinions sur les instructions qu'il faudra donner aux représentants de la Nation aux États généraux »⁴². Ces pratiques étaient considérées comme des actes de désobéissance et non pas comme une liberté.
- 37 Le droit de pétition a été institué par l'Assemblée nationale constituante le 29 juillet 1789⁴³. Au cours de la Révolution, il a subi plusieurs restrictions : « Ce droit ne pourra être exercé en nom collectif [...] Tout pétitionnaire signera sa pétition » (18-22 mai 1791)⁴⁴. La loi Le Chapelier contre les coalitions, du 14 juin 1791, confirme trois semaines après, au nom d'un radicalisme intransigeant, la dénonciation des associations que personne ne songe à défendre. La Constitution du 24 juin 1793 accorde au droit de pétition son plein exercice (art. 32). Le décret du 24 vendémiaire an III interdit à nouveau les pétitions collectives⁴⁵. Entre ces dispositions, divers aménagements ont été mis en place pour alléger le fardeau des assemblées. La Législative, le 20 novembre 1791, et à sa suite la Convention, les 21 septembre et 23 octobre 1792, décidèrent de restreindre la venue des pétitionnaires à la barre avec le renvoi des pétitions aux comités concernés et en rendant obligatoire, le 23 octobre 1792, le passage par le Comité de correspondances⁴⁶.
- 38 Traditionnellement, les suppliques de femmes provenaient des veuves. Elles sollicitaient, au nom de leur mari mort au service de l'État, des pensions ou des demandes de secours. La Révolution ne va rien changer. L'instabilité sociale et politique, les guerres, vont accroître les demandes de redressement de griefs. Mais l'initiative individuelle ne suffit pas pour qu'une simple adresse devienne pétition. Il faut qu'elle bénéficie de l'entremise du président de séance ou d'un député. Ce travail de médiation, donc de censure, a été selon les périodes plus ou moins important. Les

filtres imposés à l'expression de ce droit naturel font partie de l'acte de pétition lui-même. Ces pétitions, simples lettres qui n'obéissent à aucun formulaire, composent un ensemble hétérogène qui reflète à toutes les échelles la conflictualité du moment et constitue un gisement historique incomparable.

- 39 Le faible nombre des pétitions présentées par des femmes – dans les *Archives parlementaires* qui sont, rappelons-le, une reconstitution *a posteriori* des événements – résulte peut-être de l'intimidation sociale que les protocoles d'acceptation produisaient. Textes plus ou moins personnalisés, l'auteur s'identifie-t-il, signe-t-il, quelle forme de légitimité invoque-t-il ? Toutes les variantes de l'auto-référentialité qui renforce la stature de l'individu sont à prendre en compte. Elles indiquent des positions du moi, des seuils de réactivité et la nature des obstacles auxquels les femmes sont confrontées.

Pétitions individuelles

- 40 Premier cas : l'abolition des vœux monastiques, le 13 février 1790, la fixation des pensions individuelles des religieuses le 15 septembre 1790 et la dispersion des ordres réguliers, conduisent de nombreuses religieuses à déposer des pétitions. Les demandes de secours économique émanant de cette population fragilisée et souvent âgée, sont les plus nombreuses avec les réclamations contre la fermeture d'églises.
- 41 Plutôt qu'à ces pétitions convenues, il nous a semblé préférable de faire référence à une affaire de séquestration dans un couvent, ce qui était loin d'être une situation exceptionnelle : « Pétition de la mère d'une jeune religieuse qui ne peut obtenir sa sortie, présentée par Bouchotte », député de l'Aube, défenseur du statut civique et politique des individus. « J'ai encore à vous présenter une autre pétition, elle est de la mère d'une jeune religieuse que sa Supérieure et le Directeur régulier de la maison qui lui-même a manifesté l'intention de quitter son ordre, empêchent de sortir du couvent en lui ôtant tous les moyens de faire parvenir sa déclaration à la municipalité »⁴⁷. À cette pétition, il est objecté sans autre commentaire : « L'un de vos décrets sur les maisons religieuses porte que les municipalités se transporteront dans les couvents pour prendre les déclarations de toutes les religieuses ». Et Bouchotte de répondre : « Ce décret n'a pas été envoyé ». Cette pétition dont l'auteur reste anonyme, caractéristique d'une population habituée à l'intercession, hésitant à décliner son identité civile, porte à l'attention de l'Assemblée ces drames individuels, l'état de déshérence que la liquidation de l'ordre ancien pouvait engendrer sur le terrain. En mars 1790, une pétition de Marie Louise Jouet, « ci-devant religieuse hospitalière de Saint-Mandé près de Vincennes », dit son enthousiasme pour sa nouvelle condition civile et prête serment à la Constitution, la Nation, la Loi et au Roi. Elle dénonce : « Les obstacles en tout genre qui sont apportés dans les cloîtres à l'exécution de vos lois : promesses, menaces, terreurs, affronts, pièges, séductions, moyens en tous genres, rien n'est oublié pour reliaer les chaînes dont vous avez voulu faciliter l'allégement et la rupture »⁴⁸.
- 42 Deuxième cas : le décret du 19-23 juin 1790 qui abolit la noblesse héréditaire et les titres de prince, duc, comte, marquis... efface la dernière trace légale d'une existence de la noblesse en tant qu'Ordre privilégié. Face aux attaques que subirent en tant que personnes ces anciens nobles, les femmes firent preuve de courage et de persévérance. « La citoyenne dame Guillin de Montel » ou du Montet « dont le mari, ancien brigadier des armées, gouverneur de l'île de Saint-Vincent au Sénégal, a été victime d'une insurrection [...] »⁴⁹. C'est en ces termes que le président introduit la pétitionnaire qui

vient à la barre réclamer justice. Elle veut attendrir l'assemblée au titre de veuve d'un homme qui a « rendu service à sa patrie », alors qu'en 1785, compromis comme gouverneur du Sénégal dans le commerce de gomme et d'esclaves, il avait été exclu sans pension du service royal. Elle invoque aussi sa condition de mère et de propriétaire. Dans sa prestation orale et écrite qui ne ménageait pas les effets tragiques dans la description des sévices subis par son mari, elle demandait aussi l'élargissement de son beau-frère accusé du crime de « contre-révolution ». Les solutions de Delandine et Regnaud Saint-Jean d'Angély, enclins à la clémence, se heurtent à l'intransigeance de Jean-François Reubell, député de Colmar et de Schlestadt, qui après la fuite du roi réclame les moyens nécessaires pour conjurer la contre-révolution. Cette affaire criminelle qui resta impunie bénéficia d'une notice dans la *Biographie universelle* des frères Michaud. Le *Dictionnaire biographique* de H. Prévost et Roman D'Amat respecte une certaine neutralité dans le récit, tout en apportant de nouveaux éléments : Adélaïde Guillin parvient à fuir avec ses enfants en Russie où elle se remarie⁵⁰.

- 43 Troisième cas : la guerre. Le décret du 30 avril 1793⁵¹, concernant le congédiement des femmes inutiles dans l'armée, en fait, prononce l'éviction de toutes les femmes de l'armée, combattantes⁵² comprises, seules les blanchisseuses et les vivandières, ces femmes utiles, trouvent grâce à ses yeux.
- 44 Le cas de Catherine Pochetat ou Pochelat⁵³, qui ne vient pas à la barre pour présenter sa pétition, est exposé par Le Carpentier, député de la Manche à la Convention et membre du Comité de la Guerre. Elle demande, dans son écrit aux législateurs, l'autorisation de continuer son service à l'armée. Le Comité de la Guerre atteste de sa moralité et de ses états de service : elle « fait les campagnes comme canonnière dans le bataillon de Saint-Denis ; elle désarme de ses faibles mains un officier prussien et le ramène prisonnier. Blessée à Jemmapes, sous-lieutenant, conduit au combat à Liège une compagnie de la légion des Ardennes ; blessée à Aix-la-Chapelle, ramène le tiers de l'armée commandée par le traître Valence ; témoignage élogieux sur sa conduite du général Dampierre ». Dans sa pétition, écrite à la première personne du singulier, elle substitue le regard de l'autre à sa propre action et se désigne par son nom propre, comme on pourrait le faire à l'appel, ce qui donne un retournement de perspective : « Je serais chassée, moi qui a tant de fois poursuivi les Autrichiens [...]. Les motifs qui vous ont dicté une loi ne sont pas applicables à Catherine Pochetat dont la bonne conduite égale le zèle [...] ». Cette figure de style, « enallage de personnes » selon la classification de Pierre Fontanier⁵⁴, pourrait apparaître comme une maladresse. Ce changement de personne marque au contraire la nécessité d'une correspondance entre les actions accomplies et leur inscription publique, ce qui est l'objet même de la pétition. L'auteur a-t-elle cru à son maintien dans l'armée ? Rien ne l'indique. Le décret de l'Assemblée pris sur le champ rend Catherine Pochetat à la vie civile et c'est en tant que « jeune artiste, domiciliée à Paris, section des Gravilliers » qu'elle obtient une pension militaire annuelle de 300 livres. Sa réintégration dans l'armée n'est pas même évoquée. Cette pétition révèle aussi bien la détermination de l'Assemblée à écarter les femmes de la défense de la patrie et de l'exercice de la citoyenneté que l'existence de l'ambition d'une femme à participer à la vie publique.

Les pétitions collectives de femmes

- 45 Elles sont peu fréquentes. Leur rareté tient pour une bonne part à l'organisation du travail. Traditionnellement les corporations féminines n'ont que peu de surface sociale. À l'exception des ateliers de filature, le travail féminin relève de l'artisanat. La

participation des femmes aux journées révolutionnaires fut souvent remarquée mais l'idée de s'ériger en acteur collectif n'est pas familière à l'époque et en tout cas ne se traduit guère sur le plan de l'expression.

- 46 Dominique Godineau, dans son ouvrage *Citoyennes tricoteuses, les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution*, n'a distingué parmi les actes d'insubordination qu'une seule pétition collective : « Le 2 avril 1792, les fileuses de la manufacture des Jacobins réclament leur salaire dans une pétition qu'elles envoient au maire de Paris, non signée »⁵⁵.
- 47 La précarité des conditions de vie plutôt que le lieu de travail contribue à regrouper les femmes. Le rôle des femmes dans les émeutes de subsistances est bien connu mais dès l'automne 1792, la crise économique, la dépréciation de l'assignat, la hausse des prix, sont à l'origine de pétitions collectives de femmes : les « dames détaillereses de la marée » demandent que leurs « factrices » continuent d'être remboursées comme par le passé de la somme totale des billets de la maison de secours qu'elles leur remettent en paiement, malgré le décret du 8 novembre 1792 « concernant les billets au porteur, billets de confiance patriotique et de secours » qui limite, à 25 livres par personne (art. 8), le montant payable sur ces billets. L'affaire est si grave (20 000 personnes en dépendent, 40 000 livres de billets restent impayés) et si fort est le mécontentement que le ministre de l'Intérieur Roland envoie une lettre d'apaisement et sollicite de la Convention une exception à la loi⁵⁶.
- 48 Une députation des blanchisseuses de Paris est admise à la barre le 27 juin 1793. L'une d'elles donne lecture d'un texte contre l'excessive cherté des denrées de première nécessité et particulièrement du savon, de la chandelle et de la soude nécessaires à l'exercice de leur métier⁵⁷ : « Arrêtez les manœuvres des agioteurs, des accapareurs, qui font à leur gré baisser ou augmenter le prix des denrées ». La dénonciation des traîtres, « la surveillance des ennemis intérieurs », prennent en 1793 une ampleur jamais vue. À l'encontre des économistes, leur intervention relance le débat sur la fixation des prix. Les femmes n'ont pas échappé à ce mouvement de délation. Au nom du décret pour prévenir la contrefaçon des assignats, du 27 février 1792⁵⁸, la citoyenne Bailleul demande un supplément de récompense pour avoir dénoncé des « fabricateurs de faux assignats à qui elle avait loué sa chambre et qu'elle a nourris jusqu'au moment où elle les a fait arrêter [...]. Elle n'a pourtant encore reçu qu'une somme de 500 livres tandis que ses déboursés se montent à 663 livres »⁵⁹.
- 49 Le divorce et la défense de la patrie furent les seuls thèmes qui suscitèrent des pétitions collectives de femmes, signées sous le nom d'une femme connue, pour détourner le règlement et échapper à la censure lors de leur présentation à l'Assemblée.
Sur le divorce
- 50 La loi sur le divorce du 20-25 septembre 1792 est la seule loi de la Révolution qui, au titre de la liberté individuelle, attire l'attention sur la condition civile des femmes. La demande de divorce a précédé la Révolution par de nombreuses publications et elle est soutenue par des hommes et des femmes. *Griefs et plaintes des femmes mal mariées* par Monsieur de Cailly est annoncé dans le *Moniteur* du 6 décembre 1789. Parmi les pétitions anonymes, il en est une dont la précision juridique du style nous suggère pour auteur un homme de loi : *Pétition adressée à l'Assemblée Nationale*, sans date, Imprimerie du Cercle social (autour de 1790)⁶⁰.
- 51 « Une lettre de plusieurs citoyens et citoyennes du département de Paris » sollicite, le 13 février 1792, une loi sur le divorce pour statuer sur le sort des fils de famille, des

filles et des femmes dont l'état est « plus dépendant et plus servile que jamais »⁶¹. Le ton se fait pressant. Le despotisme domestique met un frein à la liberté révolutionnaire.

- 52 La venue à la barre de la baronne hollandaise Etta Palm d'Aelders, le 1er avril 1792⁶², éclipse par sa notoriété le groupe des femmes qui l'accompagnent, auquel répond le Président. Elle rappelle : « L'état d'aviilissement auquel se trouvent les femmes, quant aux droits politiques et réclame pour elles la pleine jouissance des droits naturels ». Elle avait déjà exprimé des revendications semblables dans les milieux républicains : « l'éducation nationale » pour les filles, la majorité à 21 ans, la liberté politique et l'égalité des droits pour les deux sexes, la proclamation d'une loi sur le divorce. Toutefois, elle se garde bien de désigner les responsables de la subordination politique des femmes. Aucun résultat ne couronne son intervention et la réponse de l'Assemblée est une fin de non recevoir teintée d'ironie : « L'Assemblée évitera dans les lois qu'elle est chargée de faire, tout ce qui pourra exciter les regrets et les larmes » (...des femmes).

Mourir pour la patrie

- 53 Une pétition présentée le 6 mars 1792 par une députation des citoyennes de Paris réclame des armes au nom de leur patriotisme, de la Déclaration des droits de l'homme et de l'action des femmes dans les journées révolutionnaires du 5 et 6 octobre 1789. Cette pétition signée Léon et « 300 et quelques signatures », exprime la volonté d'un groupe de femmes de Paris de s'armer, s'entraîner et se constituer en garde. Elle provoque les sarcasmes des députés qui leur dénie le droit naturel de se défendre au nom de cette même nature. « Gardons-nous d'intervertir l'ordre de la nature ; elle n'a point destiné les femmes à donner la mort ». L'Assemblée ordonne l'impression de la pétition⁶³ et l'inscrit avec mention honorable au procès-verbal.
- 54 Le 27 février 1792 avait paru le même texte sous le titre d'*Adresse individuelle à l'Assemblée nationale par des citoyennes de Paris* ; il était publié par la « Société fraternelle séante aux Minimes, qui, après avoir entendu la lecture de cette Adresse, en a ordonné à l'unanimité l'impression et la distribution ; à Paris, ce 27 février 1792, l'an 4ème de la liberté, J. L. Tallien, Président »⁶⁴.
- 55 Quel fut le rôle de Pauline Léon dans cette double publication, celui d'un auteur ou d'un simple prête-nom ?
- 56 Sur des thèmes et des textes qui ont déjà circulé, dont la popularité a été éprouvée en d'autres lieux que l'Assemblée, se greffe le nom d'une femme qui s'institue porte-parole de la collectivité. Était-ce le nom de la rédactrice du texte présenté ? En l'état de nos informations, la question reste sans réponse. Outre les problèmes de censure, ce flou sur la rédaction des pétitions collectives traduit une difficulté générale à manier convenablement cette forme d'expression pour faire prévaloir l'efficacité de l'argumentaire.
- L'offrande patriotique
- 57 En marge de ce droit de pétition, se développent une posture et un style qui privilégie l'expression de l'émotion et du pathétique. Les gestes d'offrande patriotique inaugurés par des femmes d'artistes en septembre 1789, reprennent une forme de sensibilité populaire. Le but de ces manifestations n'était pas d'expliquer un problème, de persuader un public mais de signaler une présence politique. Ces actes d'offrande patriotique sont légion, revendiqués par des femmes et aussi par des hommes ; ils

apparaissent résumés dans les journaux et ce style de proclamation s'apparente à un rite d'ouverture qui symbolise la présence du peuple dans les séances de l'Assemblée.

58 Seuls sont admis les exemples suffisamment spectaculaires pour imposer la figure d'un peuple régénéré et heureux : « Une députation des dames de la halle, marchandes de marée et de morues, offre le fonds d'un contrat de rente, l'argent que nous avons en caisse, les ornements et l'argenterie »⁶⁵. Ce don à la patrie se confond avec l'offrande à la « Vierge protectrice de la France » à laquelle les marchandes rendaient grâce autrefois, avant la liquidation des communautés. Le rite est identique bien que le président de la séance se soit plu à marquer le changement : « Mesdames, ce n'est point un des moindres bienfaits de la Constitution que d'avoir détruit l'esprit des corporations particulières pour ne former de tous les Français qu'une famille de frères ».

59 Les corps intermédiaires entre individu et État ayant disparu, la nécessité d'affirmer son lien à la collectivité est ressentie avec une force décuplée. Si les femmes ont multiplié les gestes d'offrande patriotique, c'est qu'elles éprouvaient le besoin en ces temps de disparition des cadres de vie antérieurs, d'attester de leur présence politique. Avec les montagnards, ce désir se théâtralise : les femmes accompagnent généralement les hommages et les dons au législateur par des séquences mimées et dansées susceptibles de renchérir sur l'enthousiasme de leur discours.

Autour de la Constitution de 1793

60 Les rites célébrant la Constitution de 1793 mettent en scène une « sans-culotterie féminine ». Il ressort de cette période un style pétitionnaire qui ne se distingue plus de l'offrande patriotique et multiplie les actes symboliques : serments et acclamations.

61 Les bouquetières⁶⁶, en jetant des fleurs sur les députés de la Montagne, se livrent à un spectacle patriotique élaboré : « deux d'entre elles s'avancent et attachent une branche d'arbre ornée de rubans tricolores et du bonnet de la liberté à côté du président comme pour l'ombrager ». En tête de la section de Bondy, un défilé de femmes porte un drapeau tricolore et un guidon sur lequel est écrit : « Républicaines, venez-vous immortaliser la Constitution sanctionnée le 2 juillet »⁶⁷. Le port du guidon sur lequel est inscrite la Déclaration des droits de l'homme, est aussi un rite de la Société des citoyennes républicaines révolutionnaires : « Portez dans vos députations cet emblème expressif de l'égalité ». L'investissement politique de ces objets – guidons, bonnets, cocardes – transforme en fait la nature des interventions à l'Assemblée nationale. Il ne s'agit plus de redresser un tort ou de réclamer son dû mais de célébrer un culte. À ce point, l'offrande patriotique, l'hommage au législateur, recouvrent les rudiments de rationalité argumentaire dont le style pétitionnaire était porteur. Ces deux actes, offrande et pétition, distincts dans nos catégories contemporaines, relevaient pour les Conventionnels du même Bureau de pétition et de correspondance.

62 L'analyse de discours dépasse voire enrichit la question du témoignage historique de la présence des femmes dans les événements révolutionnaires. Elle met en évidence les thématiques porteuses des conflits de l'époque et les caractéristiques des approches individuelles. Comment les femmes pétitionnaires se sont-elles approprié les formes démocratiques d'expression, par quels moyens et par quels détours ?

63 L'apparition dans le texte d'Olympe de Gouges d'une figure politique de l'autoréférence – moi, femme, je déclare que des femmes doivent être représentées par des femmes – a une valeur de paradigme. Elle traduit un désir d'égalité et une volonté de conquête sociale. Cette volonté ne se développe pas sans limite. Le principe de réalité pour ces

femmes en quête d'une reconnaissance, ce sont d'abord les dispositifs de contrôle auxquels toutes les pétitions sont soumises selon les époques, puis après acceptation, les réactions de l'Assemblée. Les réponses de l'autorité constituée se présentent comme un dosage entre les compliments d'usage, l'attribution de compensations financières ou le simple rappel à la loi. Elles se montrent généralement parcimonieuses dans l'octroi des agréments mais force est d'admettre que ces assemblées révolutionnaires ne se prêtent pas à une culture du résultat. L'efficacité pour les deux parties passe par la cérémonie. L'offrande patriotique permet aux femmes d'entrer dans le périmètre législateur avec toute la considération voulue sans attendre autre chose. Du point de vue des autorités, l'important est de maintenir, à travers ce droit de pétition, la figure emblématique d'un peuple actif, femmes comprises, sans s'embarrasser d'une trop grande proximité avec les revendications de chacune.

NOTES

1. *Protestations et revendications féminines, textes oubliés et inédits sur l'éducation féminine (XVI^e, XVII^e siècles)*, Colette H. WINN (ed.), Paris, Champion, 2002.
2. *Grief des dames*, dans *L'ombre de la demoiselle de Gournay, œuvre composée de meslanges*, Paris, Jean Libert, 1626. « Ainsi par grief, on entend les causes et les moyens sur lesquels l'appelant soutient l'équité et la justice de son appel en justifiant le tort que lui cause injustement la sentence qui a été rendue contre lui », Claude Joseph de FERRIÈRE, *Dictionnaire de droit et de pratique*, Paris, 1740, volume I, p. 957.
3. ISAMBERT, DECRUSY, JOURDAN *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, Paris, Plon, tome 29.
4. Henry BABEAU, *Les assemblées générales des communautés d'habitants du XIII^e siècle à la Révolution*, thèse de doctorat, Paris, 1893, p. 52-53. Albert SOBOUL, *La civilisation et la Révolution française, la crise de l'Ancien Régime*, Paris, Arthaud, 1970, p. 45 et sq.
5. Ran HALEVI, « La monarchie et les élections, position des problèmes », in Keith Michael BAKER, *The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture*, Oxford, Pergamon Press, volume 1, p. 387-402.
6. René LARIVIÈRE, « Les femmes dans les assemblées de paroisses pour les élections aux États-généraux de 1789 », *Bulletin d'histoire économique et sociale de la Révolution française*, Paris, 1974, p. 123-156. « La présence des femmes dans les assemblées primaires du Bas-Limousin en mars 1789 », dans *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, Tulle, p. 51-54.
7. « Les procès-verbaux – les comités devront s'attacher à rechercher le procès-verbal de rédaction de ce cahier [...] si le procès-verbal est conservé, il paraîtrait utile d'en donner en tête du cahier une analyse très sommaire, comprenant le titre exact, la date de l'assemblée, quelques noms de signataires, permettant de prouver par rapprochement l'authenticité du cahier », *Bulletin d'histoire économique de la Révolution française, commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution*, 1906, p. 28.

8. Henri LORQUET, *Cahier de doléances de 1789 dans le département du Pas-de-Calais*, Arras, 1891, tome 1, p. 444.
9. Dr LESUEUR et A. CAUCHIE, *Cahiers de doléances du bailliage de Blois et du bailliage secondaire de Romorantin pour les États Généraux de 1789*, Blois, Rivière, 1907, p. 44.
10. Gustave LAURENT, *Reims et la région rémoise*, Reims, 1930, p. CCC XVIII.
11. Département des Bouches-du-Rhône, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Marseille pour les États généraux de 1789*, publiés par Joseph FOURNIER, Marseille, 1908, p. LIII.
12. Alfred GANDHILLON, *Cahiers du bailliage de Bourges, de Vierzon et d'Enrichemont*, 1910.
13. *Cahiers de doléances du bailliage d'Arques pour les États généraux de 1789*, publié par E. LE PARQUIER, Lille, Robbe ed., 1922, t. I, p. 371.
14. *Bulletin d'histoire économique et sociale de la Révolution française*, Paris, 1964.
15. Département de la Seine-Maritime, *Cahiers de doléances du Tiers État du bailliage de Rouen pour les États généraux de 1789*, publié par Marc BOULOISEAU, préface de Georges LEFEBVRE, tome I, « La ville », 1957, p. LXXVI.
16. Joseph FOURNIER, *op. cit.*, p. 203.
17. Marc BOULOISEAU, *op. cit.*, p. 195-199.
18. Philippe GRATEAU, *Les Cahiers de doléances, un relecture culturelle*, Presses Universitaires de Rennes, 2001.
19. M. GODARD et Léon ABENSOUR, *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, Besançon, 1918-1927, volume 1, p. 38.
20. Alexandre STROEV, « Les amazones des Lumières », dans « Femmes des Lumières », *Dix-huitième siècle*, n° 36, 2004, p. 29-47.
21. *Avis pressant aux amazones citoyennes concernant le retour des députés de la ville de Marseille à la Confédération de Paris*, s.d.
22. Guy CHAUSSINAND-NOGARET, *La noblesse au 18^e siècle*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1984-2000, p. 214-216.
23. *Mes Cahiers*, Senlis, 1789.
24. *Pouvoir donné au chanoine Tribou par les religieuses ursulines de Bologne*, in *États généraux 1789, assemblée du Boulonnais, cahiers de remontrances et doléances des trois ordres, cahiers de doléances des paroisses et communauté*, Boulogne-sur-Mer, 1889, p. 1891-92.
25. Béatrice F. HYSLOP, *Répertoire des cahiers de doléances pour les États généraux de 1789*, Paris, 1933, p. 242. Supplément, Paris, 1952.
26. Alain LAUTRETTE, *Les cahiers de doléances de 1789 et les relations entre les groupes sociaux à la fin du 18^{ème} siècle*, mémoire de DEA sous la direction de Jean-Clément MARTIN, Université de Paris I, 2003-2004. Ce travail fait état d'un cahier émanant de la Congrégation de Notre Dame de Provins, Bibliothèque municipale de Provins, fonds ancien, manuscrit 177.
27. *Cahiers de la Flandre maritime en 1789* par Alexandre de SAINT-LEGER et Philippe SAGNAC, Dunkerque, Paris, 1906, tome 2, p. 476-477, 479-480.
28. *Archives parlementaires de 1787 à 1860, recueil complet des débats législatifs et politiques des chambres françaises*, fondé par MM. Jérôme MAVIDAL et Émile LAURENT, 1^{ère} série, tome 3, Paris, 1879.
29. *Cahiers des dames de la congrégation de Notre Dame de Provins*, *op. cit.*
30. Abbaye royale des religieuses bénédictines, Almenèches, Département de l'Orne, *Annuaire administratif et historique pour l'année 1892*, Alençon, 1892, p. 8-9.

31. *Cahiers de doléances des bouquetières*, 23 juin 1789 dans *Les élections et les cahiers de Paris, documents recueillis, mis en ordre et annotés par Charles-Louis Chassin*, Paris, 1888, tome 2.
32. Charles-Louis CHASSIN, *Le génie de la Révolution, les élections de 1789*, Paris, Pagnerre, 1863, p. 476.
33. *Les femmes et la Révolution, 1789-1794*, présenté par Paule-Marie DUHET, Paris, Archives Julliard, 1971.
34. Antoine de BAECQUE, *Les éclats du rire, la culture des rieurs au 18ème siècle*, Paris, Calmann-Lévy, 2000, p. 175.
35. « C'était trop peu de nous savoir privée du sceptre, pour nous fermer l'accès à toutes les places ; il nous a donné une éducation futile [...] toute notre étude selon lui doit être de lui plaire et nous sommes parfaites quand nous avons atteint ce but merveilleux [...]. Ce sera à vous, Messieurs, de nous pénétrer, à nous de vous opposer des mouvements doux et de ce ménage innocent découlera le bonheur commun », in *Requêtes des femmes pour leur admission aux États généraux à Messieurs composant l'illustre assemblée des notables*, 1789.
36. *Cahiers de doléances des femmes et autres textes*, 1789, Paris, Des femmes, 1981, p. 50.
37. « Le féminisme en 1790 », publié par Léonce GRASILIER, Paris, *Nouvelle Revue rétrospective*, 1893.
38. « Le repentir de Mme de Gouges », dans Olivier BLANC, *Olympe de Gouges, Écrits politiques 1788-1791*, Paris, 1993, tome 1, p. 202.
39. 29 mars 1790, *Archives parlementaires*, tome 12, Paris, 1881, p. 402.
40. *Archives parlementaires*, tome 52, Paris, 1897, p. 630.
41. *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, par M.D. DALLOZ aîné, bureau de la jurisprudence générale, 1855, p. 924-926.
42. Arrêté du Conseil d'État du Roi, 25 février 1789.
43. « Règlement à l'usage de l'Assemblée Constituante », *Archives parlementaires*, tome 8, Paris, 1875, p. 302.
44. *Collection complète des lois, avis du Conseil d'État...* par Jean Baptiste DUVERGIER, Paris, 1834, tome 2, p. 365.
45. *Ibid.*, tome 8, p. 298-299.
46. *Archives parlementaires*, tome 52, Paris, 1897, p. 630-631.
47. 22 novembre 1790, *Archives parlementaires*, Paris, 1885, tome 20, p. 653.
48. *Archives parlementaires*, Paris, 1881, tome 12, p. 135.
49. 13 août 1791, *Archives parlementaires*, Paris, 1888, tome 29, p. 421-423.
50. *Biographie universelle ancienne et moderne (Michaud)*, nouvelle édition, Paris, 1857, tome 18, p. 191. *Dictionnaire de biographie française*, Michel PREVOST, Jean-Charles ROMAN D'AMAT, Henri TRIBOUT DE MOREMBERT (dir.), Paris, 1989, tome 17, p. 246.
51. *Archives parlementaires*, Paris, 1903, tome 63, p. 627-628.
52. Article 11 : « Les femmes qui servent dans les armées seront exclues du service militaire. Il leur sera donné un passeport et 5 sous par lieu pour rejoindre leur domicile ».
53. 26 juin 1793, *Archives parlementaires*, Paris, 1905, tome 67, p. 502-503.
54. *Traité général des figures du discours autres que les tropes*, Paris, 1827, in Pierre FONTANIER, *Les figures du discours*, Paris, Champs Flammarion, 1977, p. 296.
55. Dominique GODINEAU, *Citoyennes tricoteuses, les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution*, Aix-en-Provence, Alinéa, 1988, p. 94.
56. 9 décembre 1792, *Archives parlementaires*, Paris, 1898, tome 54, p. 724-726.

- 57.27 juin 1793, *Archives parlementaires*, Paris, 1905, tome 67, p. 545.
- 58.*Archives parlementaires*, Paris, 1892, tome 39, p. 135.
- 59.12 juillet 1793, *Archives parlementaires*, Paris, 1905, tome 68, p. 588.
- 60.Dans *Les femmes dans la Révolution française*, Paris, Edhis, 1982, tome 2, n° 29.
- 61.13 février 1792, *Archives parlementaires*, Paris, 1892, tome 38, p. 466.
- 62.*Archives parlementaires*, Paris, 1893, tome 41, p. 63-64.
- 63.6 mars 1792, *Archives Parlementaires*, Paris, 1892, tome 39, p. 423-424.
- 64.Dans *Les femmes dans la Révolution française*, *op. cit.*
- 65.27 août 1791, *Archives parlementaires*, Paris, 1888, tome 29, p. 754-755. *Moniteur*, Réimpression, 30 août 1791, tome IX, p. 523.
- 66.4 juillet 1793, *Archives parlementaires*, Paris, 1905, tome 68, p. 251.
- 67.3 juillet 1793, *Archives parlementaires*, Paris, 1905, tome 68, p. 138-140.

RÉSUMÉS

Les formes de protestation que les femmes ont utilisées pendant la Révolution correspondent à une affirmation sociale et politique. De la doléance, imitatrice des textes officiels et parfois parodique, à l'exercice individuel et collectif du droit de pétition, on constate une évolution dans la codification de l'expression. L'émergence d'un droit de la femme, défendu par des femmes, à partir de situations personnelles vécues comme tragiques, traduit une nouvelle adéquation entre féminité et pouvoir. Pourtant les pétitionnaires ne parlent pas à la barre en toute liberté et la lettre aux autorités constituées, pour être retenue par l'Assemblée, doit répondre à des protocoles d'acceptation qui normalisent le contenu des revendications. Dès 1789, un nouveau style de pétition s'impose, qui privilégie l'invocation et l'expression du pathétique sur l'art de la démonstration. Très prisée par les femmes du peuple, l'offrande patriotique traduit une difficulté à manier un style rationaliste, trop loin de leurs valeurs culturelles.

Doleances, Declarations, and Petitions, three Forms of Public Expression of Women under the Revolution. The forms of protest used by women during the Revolution correspond to a social and political affirmation. From the doleance, imitative of official texts, at times a parody, to the individual and collective exercise of the right to petition, one notes an evolution in the codification of expression. The emergence of women's rights, defended by women, stemming from personal, often tragic situations, symbolizes a new relationship between femininity and power. However, the petitioners did not speak freely in the assemblies, and the letter to the legally constituted authorities, to be retained by the assembly, must conform to accepted protocols that normalize the content of their demands. From 1789 on, a new style of petition emerged, one that favored the evocation and expression of emotions rather than the art of demonstration. Popular with women of the people, «l'offrande patriotique» expresses the difficulty of employing a rationalistic style too far removed from their cultural values.

INDEX

Mots-clés : droits de la femme, doléances, liberté, individu, pétitions collectives, offrandes patriotiques